

DARMANIN EN ÉCHEC

CONTINUONS LA MOBILISATION



DES PAPIERS

POUR TOUTES ET TOUS!

OUVREZ LES FRONTIÈRES!

ZOOM

La solidarité internationale avec le peuple palestinien : un combat syndical!

Page 3

INTERNATIONAL

«Plan Rwanda» britannique, un gouvernement pris à son propre piège raciste

Page 4

ARGUMENTS

Loi Darmanin. Danger pour toutes et tous! Toutes et tous dans la rue le 18 décembre!

Page 5

CHAMP LIBRE

Sans-papiers. Entretien avec Anzoumane Sissoko (CSP75)

Page 8

Édito

Dans le monde capitaliste, les pauvres ont toujours tort...

Par **FABIENNE DOLET**

«**S**urveiller et punir», ainsi pourrions-nous résumer les annonces gouvernementales de la semaine. Surveiller et punir qui? Les pauvres, bien évidemment! Forcément suspectés d'être des fraudeurs. Les riches n'ont, eux, pas besoin d'être surveillés: l'évasion fiscale, les dividendes records, les inégalités... tout cela est normal dans le monde capitaliste!

Tellement normal que les préjugés anti-pauvres envahissent le système anti-fraude informatique de la Caisse nationale d'allocations familiales. Ainsi, *le Monde* révélait début décembre que depuis 2010 la CNAF notait ses usagerEs, selon un modèle discriminatoire, pour prioriser les allocataires à contrôler. La recherche des erreurs de déclaration et des fraudes repose sur des données à partir desquelles sont établis des «scores de risques». Selon Bruno Rakedjian, coordinateur national d'ATD Quart Monde, «le résultat est clairement que l'algorithme cible les plus pauvres». Ce dont la CNAF se défend en assurant n'opérer que sur des fondements statistiques, qui la conduisent à contrôler davantage les parents isolés: des femmes, dans plus de huit cas sur dix! De l'erreur à la fraude, l'industrialisation et la concentration des moyens sur la technologie et l'informatique ont contribué à renforcer «l'idéologie antipauvres» qui «finit par conduire à une dégradation générale de la qualité du service public», selon Thomas Piketty. À moins que la dégradation voulue des services publics pour la marchandisation et la privatisation n'oblige à surveiller et punir les excluEs du système... qu'il faut bien exclure pour qu'il y ait des riches!

Tellement normal que les annonces d'Aurore Bergé à propos du Plan parentalité vont dans ce sens: punir les «parents défaillants» par des travaux d'intérêts généraux, parmi lesquels on trouve d'abord de nombreuses familles monoparentales dont la charge revient en majorité aux femmes.

La chasse aux pauvres et aux familles monoparentales se double pour la ministre d'«un enjeu d'autorité à restaurer» et d'un appel tout réactionnaire aux pères! Une réponse autoritaire, antisociale et antiféministe... contre laquelle on continue et on continuera de se battre!

Bien dit

Puisque ce Prix, censé récompenser mon engagement en faveur de la liberté de conscience et d'expression, ne me reconnaît que celle de critiquer l'extrémisme musulman et entend me priver de celle de dénoncer l'extrémisme juif ou toute autre idéologie haineuse, alors cela ne m'honore pas de le garder

ZINEB EL RHAZOUÏ, journaliste et autrice, le 11 décembre, en réponse à Valérie Pécresse après le retrait du Prix Simone-Veil attribué en 2019.

À la Une

Halte au massacre à Gaza! Stop à la colonisation!

Vendredi 8 décembre, au Conseil de sécurité de l'ONU, les États-Unis ont encore montré qu'ils sont les meilleurs alliés de l'État d'Israël. En opposant leur droit de veto au «cessez-le-feu humanitaire immédiat», ils encouragent le massacre et la déportation organisée de la population palestinienne.

L'État français, s'il se positionne maintenant formellement pour un «cessez-le-feu humanitaire», reste pourtant l'un des principaux soutiens à la politique criminelle de l'État d'Israël.

Gaza piégée du Nord au Sud

Où aller? Le nord est interdit et bombardé. Et depuis quelques jours, des centaines de chars sont entrés dans le sud de la bande de Gaza. Après avoir sommé les Palestiniens de quitter Gaza City pour aller vers le sud, c'est sur Khan Younés que l'armée israélienne mène aujourd'hui ses assauts. Elle impose de quitter à nouveau les lieux pour aller vers Rafah, point de passage vers l'Égypte, lui aussi bombardé. Avec plus de 18 000 mortEs, dont 6 000 enfants, plus de 49 000 blesséEs et des dizaines de milliers de bâtiments détruits, le chaos humanitaire est décrit par Philippe Lazzarini, commissaire général de l'UNRWA, comme un «enfer sur terre». L'objectif est clairement de pousser les Palestiniens à l'exil, pour qu'ils ne reviennent jamais. Une entreprise d'épuration ethnique. Selon l'ONU, plus de 80% des GazaouiEs ont été déplacés de force depuis le début de la guerre. Près de 70% des bâtiments ont été détruits par les bombardements. Un niveau «comparable, voire supérieur, aux destructions dont ont souffert les villes allemandes pendant la Seconde Guerre mondiale»,



a affirmé Josep Borrell, le chef de la diplomatie européenne.

Coloniser pour terroriser en Cisjordanie

Cette logique prévaut aussi en Cisjordanie où l'offensive coloniale se poursuit. Dans ce territoire occupé illégalement depuis 1967, plus de 200 personnes ont été tuées par des colons depuis le 7 octobre. Profitant que les caméras sont braquées sur Gaza, colons et soldats israéliens ont réalisé des centaines de raids contre les agriculteurs palestiniens. Pillage de terres, incendie et vol de récoltes, armés de

dizaines de milliers de fusils d'assaut distribués par l'armée israélienne, les colons se livrent à des ratonnades.

Comme à Gaza, l'objectif d'Israël est de pousser la population à l'exil. Ainsi, plus d'un millier de familles palestiniennes ont été expulsées en un mois. Environ 500 000 colons vivent actuellement en Cisjordanie et l'armée israélienne a fragmenté les villes palestiniennes, où il y a des centaines de points de contrôle militaires, pour veiller à ce que le sud de la Cisjordanie soit dissocié du nord. Il est urgent de mettre un terme à cette politique coloniale

et meurtrière qui se déroule en toute impunité.

Construire la solidarité internationale

Le combat des Palestiniens est aussi le nôtre. Le nombre de mortEs dans la bande de Gaza augmente de jour en jour, et le processus d'épuration ethnique en cours est un véritable crime contre l'humanité. Face à un adversaire surarmé par ses alliés occidentaux et légitimé dans son entreprise coloniale et criminelle, les Palestiniens ne peuvent résister seuls. C'est par la mobilisation à la base, partout dans le monde, que la résistance palestinienne peut sortir de son isolement.

Le mouvement de solidarité avec la Palestine doit s'amplifier, en combinant manifestations, réunions publiques, soutien à la campagne de BDS (Boycott, désinvestissement et sanctions) contre l'État d'Israël, en mobilisant dans nos syndicats, sur nos lieux de vie, de travail et d'étude. Il est nécessaire d'accentuer la pression sur nos propres gouvernements afin d'imposer en premier lieu un cessez-le-feu immédiat pour permettre l'arrêt des bombardements et des massacres. Au-delà il faut mettre la question coloniale au centre de notre combat car elle est au cœur du système de domination israélien. Il faut donc imposer la seule issue possible, à savoir la fin du régime d'apartheid avec l'égalité des droits, l'arrêt de la colonisation en Cisjordanie, la libération des milliers de prisonniers palestiniens, et le respect du droit au retour de toutes les réfugiéEs.

Nouveau Parti anticapitaliste

Acturama



Barbara Olivier-Zandronis, journaliste et réalisatrice vient d'être écartée de l'antenne de RCI (Radio Caraïbes International Guadeloupe) par sa direction après qu'elle a interviewé Jordan Bardella le 8 décembre. Celui-ci avait récemment à Florence assimilé l'Europe à «une auberge cinq étoiles pour l'Afrique». Face à la pugnacité de la journaliste, le président du RN s'est senti «agressé». Une pétition est lancée (QR code) pour soutenir la journaliste et la liberté d'expression.



PALESTINE La solidarité internationale avec le peuple palestinien : un combat syndical !

Le 15 octobre dernier, nos camarades syndicalistes palestinienEs s'adressaient à leurs homologues du monde entier : « Mettez fin à toute complicité, arrêtez d'armer Israël ».



Une centaine de personnes bloquent les deux entrées de l'usine d'armement Elbit, appartenant à Israël, dans le Kent, le 26 octobre dernier. PALESTINE VA INCRA

Face au massacre indescriptible des GazaouiEs et au nettoyage ethnique en cours dans la bande de Gaza, des dizaines de syndicats palestiniens de Gaza et de Cisjordanie occupée et en premier lieu la Fédération générale palestinienne des syndicats de Gaza, la Fédération générale palestinienne des syndicats (PGFTU), le syndicat général des enseignantEs palestiniens, l'union générale des femmes palestiniennes, le syndicat des journalistes palestiniens... ont lancé cet appel aux organisations du mouvement ouvrier international afin « d'agir face à l'injustice, comme les syndicats l'ont fait historiquement ». Partout où c'est possible les syndicats doivent tout mettre en œuvre pour refuser de fabriquer des armes destinées à Israël, de transporter des armes vers Israël, pour prendre des mesures contre les entreprises complices qui participent à la mise en œuvre du siège brutal et illégal d'Israël, faire pression sur les gouvernements pour qu'ils cessent tout commerce militaire avec Israël et, dans le cas des États-Unis, qu'ils cessent de le financer.

Stopper les livraisons d'armes

Une modalité d'action historique de la solidarité internationale (des guerres d'Indochine et d'Algérie à la guerre en Irak, contre l'Arabie saoudite...) qui a trouvé une résonance un peu partout dans le monde. De Gènes en Italie, où les dockers et près de 400 personnes ont manifesté pour protester contre l'envoi d'armes en Israël le 10 novembre dernier, à Rochester en Angleterre où des syndicalistes ont bloqué une usine d'armement. En Belgique, la pression de plusieurs syndicats ont contraint une compagnie aérienne à stopper ses livraisons d'armes vers Tel-Aviv. En congrès européen, les dockers travaillent actuellement à la construction d'une grève dans tous les ports européens.

Des actions qui certes, sont loin d'enrayer la production du complexe militaro-industriel israélien sous perfusion des milliards de dollars versés par les États-Unis. Mais ces actions permettent non seulement d'exprimer une

solidarité concrète et matérielle avec les PalestinienEs — besoin précieux sans cesse répété par nos camarades sur place —, mais aussi de mettre les entreprises occidentales et nos institutions devant leurs responsabilités dans la guerre.

Rappelons par ailleurs que des campagnes syndicales importantes de « Désinvestissement » ont porté leur fruit et de sérieux revers aux multinationales. Après plusieurs années de combat syndical en France (Sud Télécom, notamment) et en Égypte, Orange a dû mettre fin à son partenariat avec la société israélienne Partner Communications qui opérait dans les colonies et les territoires occupés. En 2018, Systra, filiale de la SNCF doit se retirer de la construction et l'exploitation de lignes de tramway à Jérusalem qui entérinaient de fait l'annexion et l'occupation de quartiers palestiniens. Ce retrait fut le fruit d'une campagne syndicale (CGT, Solidaires...) au sein du CSE (comité social et économique) de la SNCF.

Partout, c'est possible !

Certes, tout le monde ne travaille pas directement dans l'armement et la logistique, mais les actions syndicales et les pressions peuvent s'exercer de toutes les manières. Dans l'Éducation nationale afin de rompre les partenariats que les établissements ont souvent avec Hewlett Packard fournisseur de l'armée israélienne, dans la santé contre la multinationale TEVA, dans le commerce avec Carrefour ou Puma, dans l'industrie de composants électroniques... Dans les universités, de larges champs d'actions syndicales sont possibles : des partenariats de laboratoires avec des entreprises comme Thalès et Elbit aux jumelages avec les universités israéliennes qui sont des véritables rouages de la colonisation. Sans parler du travail en interne de nos organisations pour qu'enfin les liens soient rompus avec la Histadrout (syndicat pro-sioniste) toujours membre de la CSI (Confédération syndicale internationale) et de la CES (Confédération européenne des syndicats).

Des syndicats norvégiens, irlandais, anglais, belges et de l'État espagnol, ainsi que de Solidaires en France ont constitué un réseau syndical européen de solidarité avec la Palestine, ETUN (European Trade Union Initiative for Justice in Palestine)¹ permettant de fédérer ces campagnes, d'organiser du soutien direct aux syndicats sur place... Une initiative à encourager dans nos structures syndicales.

Ian Stemmelen

¹ - <https://www.etun-palestine.org/site/>



Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

l'Anticapitaliste.org

No comment

S'il y a bien eu un « en même temps », c'est le vote entre le RN et celui de la Nupes [...] entre ceux qui veulent accueillir et ceux qui ne veulent accueillir personne

GÉRALD DARMANIN,
12 décembre à l'Assemblée nationale

Agenda

Jeudi 14 décembre, réunion publique du NPA avec Philippe Poutou et Pauline Salingue, Marseille. À 19h, Salon Magallon, 4 boulevard Magallon dans le 14^e (métro Bougainville).

Jeudi 14 décembre, projection débat en soutien à Mumia Abu Jamal, Paris. Projection du film *Toute ma vie en prison*, à 20h, au Louxor métro Barbès.

Vendredi 15 décembre, meeting de solidarité avec la Palestine avec Olivier Besancenot, Genève. À 19h, Maison des associations, salle Gandhi.

Samedi 16 décembre, manifestation contre la loi Darmanin et en soutien à la Palestine, Strasbourg. À 14h, place Dauphine à (Rivetoile) Strasbourg.

Dimanche 17 décembre, manifestation de solidarité avec la Palestine, Paris. À 14h, à République.

Lundi 18 décembre, manifestation contre le racisme et la loi Darmanin, Paris. À 17h, Opéra.

Samedi 6 janvier, marche pour les 6 Kurdes assassinés en 2013 et 2022, Paris. À 10h, à gare du Nord.

ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Regrouper la gauche de combat

En France, les élections européennes sont habituellement marquées par une forte abstention, une campagne express et un désintérêt de notre camp social, notamment celles et ceux qui votent pour la gauche radicale.

Dans un contexte international percuté par deux conflits aux portes de l'Union européenne (guerre en Ukraine et massacre du peuple de Gaza), face aux enjeux climatiques et à la montée de l'extrême droite sur tout le continent, cette élection revêt pourtant des enjeux spécifiques.

L'Union européenne sans perspectives positives pour peuples

L'Union européenne s'est construite autour de traités comme un bloc économique libéral, un espace dans lequel doit régner la concurrence libre et non faussée. Le Parlement européen à peu de pouvoir, la commission dirige de façon obscure, la Banque centrale (BCE) est hors de tout contrôle démocratique minimal, l'austérité a été érigée comme une règle absolue. Ainsi, l'UE a été un formidable point d'appui pour les bourgeoisies nationales dans leur entreprise de démantèlement des services publics, de la sécurité sociale ou pour la privatisation des entreprises nationalisées. Les systèmes de subventions européennes servent surtout à faire passer la pilule du rouleau compresseur capitaliste. Ainsi, partout en Europe, ce sont les politiques libérales les plus brutales qui se

sont imposées dans un déni de démocratie généralisé. Cela a entraîné des résistances, des mobilisations populaires, mais dans aucun pays, les mouvements sociaux, la classe ouvrière, n'ont réussi à inverser la dynamique. Plus de quinze ans après le TCE (Traité constitutionnel européen), adopté par la France malgré un référendum le rejetant, c'est aujourd'hui l'extrême droite qui partout est politiquement à l'offensive. Au pouvoir dans plusieurs pays de l'UE (Pays-Bas, Italie, Hongrie), elle s'en approche dangereusement en France, en Espagne et même en Allemagne où cela était encore inimaginable il y a quelques années.

Face à l'UE et à l'extrême droite, regrouper la gauche qui n'a pas renoncé à s'affronter au système capitaliste

La fausse alternative entre les libéraux et l'extrême droite n'est pas une fatalité. Mais faire monter une véritable alternative au capitalisme nécessite de serrer les rangs tant le rapport de forces est dégradé. C'est le sens notamment de l'adresse du NPA aux courants antilibéraux ou anticapitalistes, en particulier à La France insoumise, pour construire des listes unitaires en 2024, si

nous arrivons à réunir les conditions programmatiques et sans nier les désaccords stratégiques entre nos organisations. La dernière séquence a fini de démontrer que cette union ne pouvait se faire autour de la Nupes tant les désaccords sont grands sur une série de sujets avec les organisations qui, à gauche, ont participé depuis des décennies à la construction de l'Europe libérale.

Cependant, trouver le chemin pour regrouper la gauche qui exige la mise à plat et la remise en cause démocratique des traités de l'UE pour dégager les bases d'une autre Europe, qui veut rompre avec le cours pro-capitaliste des institutions actuelles, tout en défendant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes — de l'Ukraine à la Palestine —, et les priorités de justice sociale, environnementale et de rapports humains égalitaires est l'une des tâches de l'heure. C'est la condition pour affronter la crise écologique, pour reconstruire des services publics et imposer un salaire minimum, si possible à l'échelle du continent, mais aussi pour rompre avec l'Europe de l'exclusion et résoudre la crise de l'accueil des migrantEs.

Nouveau Parti anticapitaliste

l'Anticapitaliste l'hebdou du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et de
communication.
SARL au capital
de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage :
6500 exemplaires

**Directeur
de publication :**
Julien Salingue

**Secrétaire
de rédaction :**
Fabienne Brifault

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 21 Mail:
rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

COP28 Le capitalisme vert contre l'Afrique

La COP28 ouvre une course effrénée à l'accaparement des forêts africaines par des multinationales présentes sur le marché des crédits carbone.

Le marché de compensation de carbone permet à des entreprises d'acheter des permis d'émission de gaz à effet de serre. Une mesure présentée comme un moyen de ralentir le réchauffement climatique.

Affaires juteuses

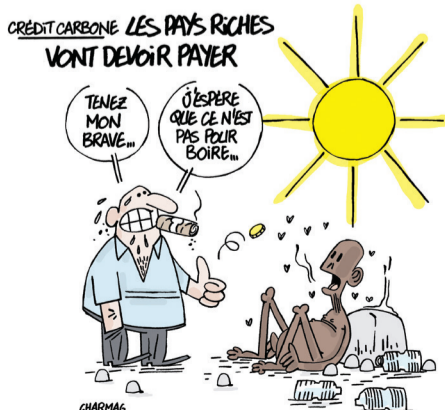
Afin d'éviter les mesures contraignantes de sortie des énergies fossiles, la COP28 mise sur les technologies et le marché de compensation de carbone. Ce dernier reçoit l'assentiment d'un large éventail d'acteurs. Ainsi les entreprises polluées peuvent continuer leur activité tout en proclamant leur neutralité carbone sur leurs produits ou services. Les pays d'Afrique espèrent engendrer des revenus grâce à leurs massifs forestiers, tout comme les grandes ONG versant dans le business, comme WWF en charge de la gestion de certains massifs ou Verra qui s'est proclamé garant de l'intégrité du marché de compensation de carbone. Sauf qu'une enquête récente menée conjointement par les journaux *The Guardian* et *Die Zeit* avec l'aide d'une ONG (une vraie cette fois-ci) d'investigation, SourceMaterial, montre que les compensations carbone sont surévaluées de près de 400%. Confirmée par une étude de Cambridge estimant que 10% de ces projets ont un réel effet sur le ralentissement du réchauffement climatique.

Spoliation des forêts

Dans ce nouvel eldorado du capitalisme vert les perdants sont évidemment la planète et les populations. Après avoir dilapidé la manne pétrolière en achat d'armes, en travaux de prestige et en détournement de fonds, les potentats africains voient là une nouvelle occasion de s'enrichir indûment. Le moyen utilisé est le même que pour celui de l'accaparement des terres arables. Désormais des grandes entreprises mettent la main sur les forêts. C'est le cas par exemple de l'entreprise suisse South Pole dans la région de Kariba au Zimbabwe, projet décrié pour son manque de probité.

La COP28 n'est pas seulement l'occasion pour son président le Sultan Ahmed Al-Jaber, PDG du groupe Abu Dhabi National Oil Company, de conclure des contrats pétroliers comme nous l'indique la BBC. Elle offre désormais la possibilité au Sheikh Ahmed Dalmook Al Maktoum de la famille royale de faire de bonnes affaires avec sa société Blue Carbon LLC. Ainsi il vient de signer un contrat avec le Liberia en vue de mettre la main sur un million d'hectares. Des accords similaires ont été passés avec l'Angola, le Kenya, la Tanzanie, l'Ouganda, la Zambie et le Zimbabwe. Près de 25 millions d'hectares de forêt, l'équivalent de la surface du Royaume-Uni passent sous le contrôle des Émirats arabes unis. Si les contrats sont opaques, on sait que l'essentiel des revenus du marché de compensation reviendront à Blue Carbon. La COP28 permettra donc aux dictatures du Golfe de continuer à vendre du pétrole et gagner de l'argent en permettant aux multinationales de se parer de vertu écologique tout en polluant. Mais que pouvions-nous attendre d'une COP dont 2500 participantEs sont des lobbyistes de groupes pétroliers ?

Paul Martial



ÉCOLOGIE COP28 = COP des fossiles

Avec une température mondiale moyenne de 1,46°C au-dessus de la moyenne de l'ère préindustrielle, l'année 2023 est la plus chaude de l'histoire (rapport Copernicus du 6 décembre). C'est dire si le temps presse. Pourtant une fois de plus, inutile de compter sur la COP28 qui se déroule à Dubaï pour ralentir la course à la catastrophe.

Elles s'annonçait comme la COP des fossiles, tant par sa présidence que par le nombre record — quatre fois plus qu'en 2022 — des lobbyistes fossiles. En dépit d'une intense communication pour faire croire à des avancées, elle fait plus que confirmer les pires craintes. Le décryptage est donc indispensable car « elle traduit un repositionnement tactique des principaux producteurs de combustibles fossiles, le pétrole et le gaz en particulier ». C'est ce qu'analyse une contribution de notre camarade Daniel Tanuro¹ dont cet article propose un bref aperçu.

Les énergies fossiles présentées comme une partie de la solution

Ni mentionnés dans la Convention cadre des Nations unies sur le Changement climatique de 1992 ni dans l'accord de Paris en 2015, les combustibles fossiles n'apparaissent dans les textes qu'en 2021 (COP26 à Glasgow) et encore ne s'agit-il que de leur réduction et non de leur abandon. Cependant les groupes énergétiques, multinationales ou compagnies nationales (saoudienne, émiratie, norvégienne...), doivent soigner leur image d'autant qu'ils affichent des « profits obscènes » alors que l'injustice climatique est toujours plus criante. Ils doivent donc « anticiper, s'adapter à la pression montante », « se positionner au centre du jeu en présentant le secteur comme la partie principale de la solution plutôt

que comme la source principale du problème ».

Cette OPA sur la COP est menée par les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite en se positionnant comme des porte-parole du droit au développement du « Sud global », avec une démagogie fausement « anti-impérialiste », alors que leurs dirigeants nagent dans une fortune insolente, oppriment leurs peuples et pressurent sans pitié les travailleurEs immigrés. La « bonne nouvelle » du lancement, enfin, du fonds pour les « pertes et préjudices » décidé en 2021 participe de cet affichage sans rien résoudre car la Banque mondiale supervisera le fonds (exigence des États-Unis), les contributions seront non obli-

gatoires et pour la plupart sous forme de prêts.

Parler des émissions de CO₂ et non de l'utilisation

Principal tour de passe-passe, parler des émissions nettes et non de l'utilisation des énergies fossiles — « on peut polluer, il suffit de balayer le CO₂ sous le tapis », de prétendre le capturer et le stocker. L'instrument de cette entourloupe est l'expression « Unabated », en français « sans abattement », qui se retrouve systématiquement accolée aux mots « énergies fossiles » ou « charbon » dans le projet de déclaration finale de la COP. De même, la Charte de la décarbonisation du pétrole et du gaz (OGDC) présentée comme



historique » et signée par 50 compagnies fossiles qui s'engagent « à mener des opérations nettes à zéro d'ici à 2050 au plus tard » ne dit pas un mot sur la réduction de la production. Il s'agit d'une pure opération de poudre aux yeux.

Lutte des peuples pour arrêter la catastrophe

Enfin, le président de la COP pousse des gouvernements à conclure des engagements partiels sur de nombreux sujets : des déclarations non contraignantes... mais soigneusement relayées vers les médias, afin de donner l'impression que le sommet accumule les succès. Il en va ainsi de l'engagement de 22 pays pour tripler les capacités de l'énergie nucléaire d'ici 2050 dans lequel Macron s'est illustré. Antonio Guterres, secrétaire général des Nations unies, a beau déclarer que ces propositions « ne sont clairement pas à la hauteur de ce qui est nécessaire », il est clair, comme le dit Daniel Tanuro² que « les COP prennent leurs décisions au consensus entre gouvernements capitalistes, tous adeptes des politiques néolibérales, tous dévoués corps et âme à la compétitivité d'une économie qui, trente ans après le sommet de Rio, dépend toujours à 80% des énergies fossiles. Une seule chose est certaine : seule la lutte des peuples pour une alternative anticapitaliste peut arrêter la catastrophe ».

Commission nationale écologie

1 - <https://lanticapitaliste.org/opinions/écologie/cop28-opa-fossile-sur-les-cop>

2 - Idem

EUROPE « Plan Rwanda » britannique, un gouvernement pris à son propre piège raciste

Le Premier ministre britannique, Rishi Sunak, et son ministre de l'Intérieur, James Cleverly, tentent de sauver le « plan Rwanda » annoncé par Boris Johnson en avril 2022.

Il s'agissait d'une mesure dissuasive contre les candidatEs à la traversée de la Manche sur des embarcations de fortune : les personnes interceptées seraient déportées au Rwanda. Confronté à de nombreuses contestations en justice, le programme n'a depuis jamais été opérationnel.

La Cour suprême retoque le projet du gouvernement

Le 15 novembre dernier, c'est la plus haute juridiction du Royaume-Uni, la Cour suprême, qui s'est opposée au projet gouvernemental, estimant que le Rwanda n'apportait pas les garanties nécessaires de respect du droit international : les personnes qui y seraient expulsées risqueraient un refoulement ultime vers le pays qu'elles ont fui et où leur existence pourrait être en danger.

Les dirigeants britanniques, vantant la fiabilité du pouvoir de Kigali, ont choisi de contourner la décision de la Cour suprême en tentant de faire adopter une législation d'exception permettant de passer outre les dispositions existantes qui pourraient empêcher les expulsions vers le Rwanda.

Le Parlement britannique doit se prononcer alors que sont rédigées ces lignes. Quelle que soit l'issue du vote, on note que le Royaume-Uni n'est pas le premier État avec lequel le Rwanda a négocié ce genre d'arrangement. Le Danemark dispose d'un accord comparable

sans toutefois l'avoir activé. Plus officieusement, Israël a fait de même entre 2014 et 2017 pour l'expulsion de milliers de réfugiés soudanais et érythréens qui cependant furent, dans nombre de cas, rapidement expulsés, après racket, une fois arrivés à destination. Les réserves des magistrats britanniques ne surprennent guère.

Une politique toujours plus raciste et cruelle

On doit également constater l'énormité de l'échec de dix années de politique anti-immigration pourtant érigée en grande priorité gouvernementale, et toujours plus outrancièrement raciste et cruelle : lois immigration en 2014, en 2016, loi de 2019 sur la fin de la liberté de mouvement post-Brexit, loi Nationalité et Frontières de 2021, et loi Migration illégale de 2023. En 2022, cependant, l'immigration nette était de 745 000 personnes et le nombre de personnes ayant traversé la Manche atteignait les 45700, faisant de 2022 une année record dans les deux cas.

En tentant de transcrire dans les faits le vacarme anti-immigration entendu depuis la campagne référendaire de 2016, le pouvoir tory se déchire désormais entre sa droite extrême déterminée à pousser des mesures toujours plus violentes, et son aile pro-business, consciente de la nécessité impérieuse pour le marché du travail britannique d'accueillir la

main-d'œuvre manquant en nombre dans des secteurs entiers de l'économie. Au-delà de ces contradictions, les cohérences restent claires : brutalité toujours plus revendiquée là-bas comme ici, à travers la question de l'immigration, contre le monde du travail et des milieux populaires ; et tranquillité avec laquelle les Tories assument leurs propres entorses à un droit jugé toujours plus encombrant et dispensable. Là-bas comme ici, le monde du travail doit s'opposer à ces lois brutales et inhumaines.

Thierry Labica

À lire sur le site



COP28 : OPA fossile sur les COP, par Daniel Tanuro



Les États-Unis pourraient-ils être impliqués dans une guerre entre le Venezuela et le Guyana ?, par Dan La Botz



L'Ukraine et la Palestine ou comment « les Américains sont plus prompts à aider Israël que l'Ukraine », par Antoine Rabadan

Le 7 décembre, le Congrès américain a de nouveau refusé de voter le projet de Joe Biden d'une enveloppe financière de 61,4 milliards à l'Ukraine et de 14,3 milliards à Israël. Explications.



LOI DARMANIN CONTRE LES ÉTRANGER·E·S

DANGER POUR TOUTES ET TOUS! TOUTES ET TOUS DANS LA RUE LE 18 DÉCEMBRE!

Après la séquence-défouloir raciste au Sénat, le texte modifié n'était ni plus ni moins qu'un texte d'extrême droite — le RN en rêvait, les LR l'ont fait! Arrivé à l'Assemblée et, même si la commission des lois est revenue sur les propositions les plus grossièrement racistes comme la suppression de l'AME, le projet de loi (la 30^e loi en 40 ans) est le plus dangereux et le plus xénophobe à l'égard de toutes et tous les étrangers. Si la motion de rejet votée par tous les opposants à la macronie a de quoi nous réjouir, nous n'en avons pas fini avec cette loi. Elle pourrait revenir sous une forme durcie, compte tenu des rapports de forces à l'Assemblée. Elle fait courir un danger mortel à tout notre camp social! La mobilisation de tous et toutes est nécessaire pour la rejeter vraiment.

Commission nationale immigration et antiracisme

Le chiffre

21,3 milliards

C'est, en euros, le budget prévu par la Commission européenne pour 2021-2027, la gestion intégrée des frontières et pour l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex).



Régularisation des sans-papiers ou immigration jetable?

Type de métiers, accès aux soins, regroupement familial et justice... Le projet de loi restreint tous les droits!

Pour répondre aux besoins d'une partie du patronat en recherche d'une main-d'œuvre corvéable à merci, la mesure d'accès à une carte séjour pour les métiers en tension a été maintenue mais sous condition que le préfet ne s'y oppose pas pour motif de trouble à l'ordre public ou de polygamie ou de non-respect des principes de la République! Un florilège de stigmatisations racistes. Non seulement ce dispositif va créer un nouveau titre de séjour précaire, mais il ferme la possibilité de régularisation pour tout autre métier que ceux qui seront listés et dépendront de chaque département. Une conception utilitariste de la régularisation qui légalise un esclavage moderne assumé, en laissant les mains libres aux patrons pour imposer

une surexploitation à des salariéEs obligéEs d'accepter les conditions de travail les plus dégradées pour avoir une chance de renouvellement de titre de séjour

Inhumanité à tous les étages

Réduire encore l'accès à la santé pour les étrangèrEs malades en supprimant le «*bénéfice effectif de soins*», qui permettait de prendre en compte les difficultés d'accès aux soins, participe de la même obsession d'expulser plus, avec comme conséquence de rendre la situation d'étrangerE malade plus désespérée.

Quant à l'objectif d'intégration, il relève de la pure hypocrisie. Le durcissement des conditions pour le regroupement familial et le rehaussement du niveau de langue française pour

accéder à un titre pérenne en témoignent. En plus de critères drastiques de logement et de revenus, l'obligation pour un bénéficiaire du regroupement familial de connaissance «*élémentaire*» du français avant l'arrivée en France, et ce y compris pour les réfugiéEs, est une atteinte délibérée au «*droit au respect d'une vie privée et familiale*» protégé par l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme. Cela va rendre pratiquement impossible à des milliers de personnes de pouvoir stabiliser leur situation en France loin de leur famille.

De plus, cette utilisation de la langue française comme outil non pas d'intégration mais de discrimination va aussi éloigner près de 40% de titulaires de titre de séjour de la possibilité d'avoir un titre plus pérenne. Évidemment,

aucun moyen supplémentaire n'est prévu pour permettre d'accéder aux centres de formation qui sont saturés.

La traque organisée de toutes les personnes étrangères, même en situation régulière

Cette loi permettra d'expulser plus vite et plus facilement : généralisation des OQTF (obligation de quitter le territoire français) après le refus d'une demande d'asile, allongement de la durée d'exécution des OQTF et de placement en CRA (centre de rétention administrative) ou d'assignation à résidence de 90 jours à 135 jours, et placement en CRA facilité par une multiplication des motifs où le contrôle du juge des libertés sera retardé à quatre jours (laissant la possibilité d'une expulsion avant son intervention.)

Elle permettra également de précariser l'ensemble des titres de séjour en instaurant un contrôle généralisé de la vie privée des étrangèrEs et un harcèlement étatique à chaque renouvellement. Le retrait ou le refus de délivrance de l'ensemble des titres de séjour sera possible en cas de non-respect d'un ensemble de principes listés dans un «*contrat d'engagement aux principes de la République*», sans aucune précision sur leur appréciation. En supprimant toutes les protections contre l'éloignement et en réduisant les possibilités de recours, le redoutable outil de «*menace à l'ordre public*» aux mains des préfets facilitera les expulsions de plusieurs catégories de personnes jusqu'à présent protégées en raison de leur situation personnelle et familiale.

Et dans la foulée les IRTF (interdiction de retour sur le territoire français) pourront passer de cinq à dix ans pour les mêmes motifs fallacieux. Pour parfaire cette véritable machine à expulser, rentrera dans la loi la légalisation de la double peine qui reviendra à automatiser l'expulsion pour toute personne étrangère condamnée pour une peine passible de cinq ans de prison sans aucune protection liée à leur statut.

Qu'il s'agisse des étudiantEs étrangèrEs, des demandeurEs d'asile, des mineurEs isolés, des travailleurEs sans-papiers et toutes celles et ceux qui n'ont pas la carte d'identité française, chaque article de cette loi scélérate n'a qu'un seul objectif : rendre la vie impossible aux étrangèrEs et renforcer l'emprise de l'extrême droite! Elle n'est pas amendable et c'est dans la rue et par nos mobilisations que nous la mettrons en échec!

«De l'air! Ouvrons les frontières!»

Pour réfuter les contrevérités, qui alimentent la peur, le racisme et la division entre exploitéEs et oppriméEs, rappelons que l'idée d'une invasion migratoire en Europe relève du fantasme. Les plus vastes mouvements de migrantEs ont lieu à l'intérieur des pays du Sud et représentent les deux tiers des migrations globales.

Faut-il, une fois de plus, rapporter le nombre de réfugiéEs qui frappent aux portes de l'Europe à la population totale du continent et à sa richesse? Soit un petit 1%. L'Europe a les moyens de les accueillir. Faut-il à nouveau comparer le nombre de réfugiéEs en France, par rapport aux millions en Turquie, au Liban, en Jordanie, en Éthiopie, au Soudan? La France dans l'Union européenne est en 5^e position pour l'accueil, après l'Allemagne, la Grande Bretagne, l'Espagne, la Suède, l'Italie. De même, elle est un des pays européens les plus restrictifs en nombre de titres de séjour délivrés.

La fermeture des frontières est criminelle

La mondialisation a permis la circulation des marchandises

et des capitaux dans le monde, tandis que les personnes contraintes à l'exil ne peuvent pas se déplacer librement : multiplication des murs et des barbelés, police et armée aux frontières, camps insalubres, ordres des États d'empêcher les secours en mer... Les conséquences sont dramatiques : des dizaines de milliers de morts, des femmes, des hommes, des enfants noyéEs ou disparuEs aux portes de l'Europe. Les femmes représentent la moitié des exiléEs et paient le prix fort.

En plus du coût humain, le coût financier est énorme. Pour la période 2021-2027, la Commission européenne a prévu de doter de la gestion intégrée des frontières de 9,3 milliards d'euros, plus les 12 milliards d'euros pour l'Agence européenne

de garde-frontières et de garde-côtes (Frontex), plus les hotspots créés en Italie et en Grèce par l'UE pour trier les migrantEs aux frontières. Il faut ajouter à cela l'externalisation des frontières, c'est-à-dire les accords avec certains pays comme la Turquie, la Libye, le Maroc pour qu'ils gardent les migrantEs sur leur sol, dans des conditions souvent épouvantables.

Ouverture des frontières! Liberté de circulation et d'installation!

Face à cette barbarie d'État nous assumons donc pleinement la revendication de l'ouverture des frontières, seule façon de stopper l'hécatombe en mer et aux frontières. La liberté de circulation et d'installation et la régularisation de tous les sans-papiers ne sont pas de simples slogans.

Nous les défendons du point de vue des intérêts généraux de l'humanité. Les gouvernants les plus racistes, les plus antimigrantEs, les Trump, Bolsonaro, Milei, Orbán, Meloni, Le Pen, sont les partisans de politiques qui privent toute leur population de liberté, d'égalité et de justice sociale. Nous refusons d'être complices des conséquences barbares de ce système impérialiste qui impose misère et exploitation aux pays du Sud depuis des siècles de colonisation et de néocolonialisme, qui vend des armes aux pires dictatures. Les gouvernants des pays riches voudraient pouvoir exploiter et appauvrir la planète mais ne pas avoir à accueillir les pauvres qu'ils fabriquent. De la même façon, la liberté de circulation est un enjeu de justice



environnementale. Accueillir dignement les victimes du réchauffement climatique doit devenir une réparation des pays du Nord, une manière de rembourser la dette écologique qu'ils ont contractée envers le Sud. La seule politique viable pour le mouvement ouvrier, c'est l'internationalisme. C'est non seulement organiser une solidarité d'un pays à l'autre, mais aussi accueillir les exiléEs, non comme des briseurs

d'acquis sociaux mais comme des sœurs et frères de lutte. Encore faut-il pour cela combattre tout ce qui divise la classe ouvrière, et ne pas réclamer des frontières qui ne protègent en rien les travailleurEs français et européens. L'accueil digne des exiléEs et l'ouverture des frontières seront indispensables à la construction d'un monde égalitaire, libre, solidaire, prêt à surmonter les défis sociaux et environnementaux à venir.

ÉCOLOGIE

Lafarge criminel climatique

Comme l'indique le philosophe Anselm Jappe, le béton est une « arme de construction massive du capitalisme ». Il joue un rôle central dans sa logique d'accumulation : construction d'autoroutes, de centrales nucléaires, de 80 % des bâtiments en France...

Entre 2009 et 2019, l'équivalent de la superficie du département du Rhône a été bétonnée, l'industrie du béton pillant au passage les ressources naturelles de sable, occasionnant ainsi une énorme pression sur les écosystèmes.

BÉTONNAGE



Activité de cimenterie de Lafarge en Syrie pendant la guerre

Filiale du Groupe Holcim, leader mondial des matériaux de construction, Lafarge compte 470 sites industriels en France. Si sa communication vante son engagement dans l'économie circulaire et les nouveaux bétons bas carbone, c'est pour faire oublier que l'industrie du béton représente 8 % des émissions de CO₂ mondiales et que tous les coups sont permis pour le profit ! La Cour de cassation rendra sa décision le 16 janvier 2024, sur les mises en examen de Lafarge pour complicité de crimes contre l'humanité et mise en danger de la vie d'autrui de ses salariéEs en Syrie, que l'entreprise conteste toujours. Celle-ci, plaçant coupable, a accepté de payer 778 millions de dollars d'amendes aux États-Unis, pour avoir fourni un soutien matériel et financier à l'État islamique et au Front al-Nosra, dans le nord de la Syrie, afin de maintenir l'activité d'une cimenterie alors que le pays s'enfonçait dans la guerre en 2013.

La fête au béton

« D'une même voix, nous voulons porter un message clair : le règne de Lafarge-Holcim et des autres conglomérats du béton n'est plus une fatalité [...], d'autres manières de construire et d'habiter le monde sont possibles », détaillent dans leur communiqué les Soulèvements de la Terre. Un an après l'intervention d'activistes écologistes dans une cimenterie Lafarge à Marseille, l'entreprise a été ciblée avec créativité et détermination. Ce sont plus de 150 actions, parfois en lien avec des luttes locales, qui ont visé l'industrie du ciment et du béton les 9 et 10 décembre : rassemblements devant les centrales à béton ou introduction surprise de nuit et « désarmement », comme à Val-de-Reuil dans l'Eure, manifestations (2000 personnes près de Castres contre l'A69), illumination d'un pont pendant la fête des lumières à Lyon, ravalement de façade d'un site en plein Paris... La solidarité avec les militantEs inculpéEs a été partout réaffirmée. Sans nul doute, la résistance se propage pour dénoncer, non sans humour, cette industrie mortifère de l'ancien monde.

Commission nationale écologie

À lire sur le site



À Beaubourg, emplois, salaires et services publics au cœur de la grève, par Fabienne Dolet



Il y a dix ans, marée rouge et Gwenn ha du, par Tomas Delmonte

ÉDUCATION

Annonces d'Attal : le grand bond en arrière

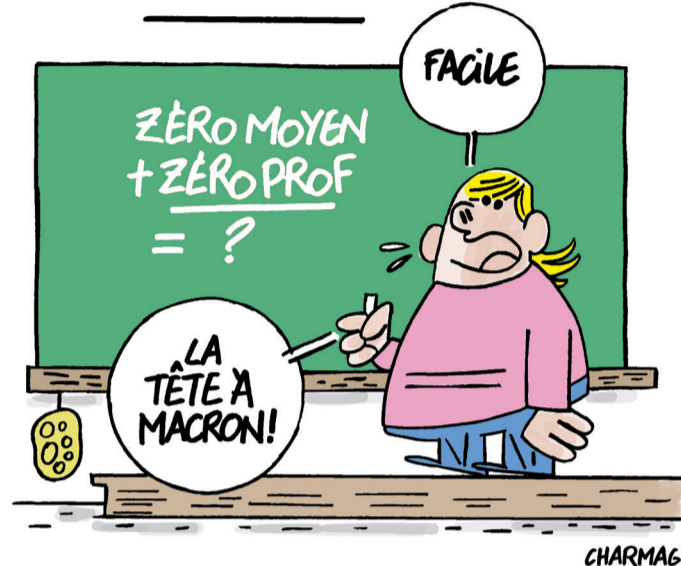
On n'en attendait rien de bien, on a quand même été déçuEs. Démagogie droitière, autoritarisme et destruction du collège unique : les récentes annonces de Gabriel Attal confirment les pires pronostics. Contrairement à son prédécesseur, le ministre Attal n'a pas affiché son mépris pour les enseignantEs. Malin, il prend soin de leur adresser une lettre dégoulinante de louanges.

Pourquoi ce nouvel « amour » pour les enseignantEs ? Creusons un peu dans le détail des mesures annoncées pour comprendre. Parmi celles-ci, méthode unique en maths et manuels labellisés en primaire, le rétablissement du pouvoir de faire redoubler les élèves, de leur imposer des stages pendant les vacances, l'intouchabilité des notes des correctrices et correcteurs du brevet et du bac... Répondant aux élans les plus réactionnaires, ces mesures prennent pour prétexte la question réelle du mal-être des enseignantEs, confrontéEs à un métier de plus en plus difficile, pour imposer une dérive vers un autoritarisme dépassé et largement contre-productif. On peut se demander qui est la cible de ces réformes : les enseignantEs, ou l'électorat de droite voire d'extrême droite, sur lequel Macron et ses ministres s'appuient de plus en plus ?

L'école du tri social

De Blanquer à Attal, la méthode a changé, mais la stratégie reste la même : mettre l'école en ordre de bataille, non pour mener « la bataille des savoirs », formule creuse, mais pour l'adapter aux nécessités d'un libéralisme de plus en plus brutal à l'école du tri social. L'un des gros morceaux, c'est bien sûr la mise en place de

LES ÉLÈVES FRANÇAIS SONT-ILS SI MAUVAIS EN MATHS ?



groupes de niveau en français et en maths pour tous les élèves de 6^e et 5^e. Le ministre a beau s'en défendre, il s'agit bien d'enterrer l'ambition du collège unique, au profit d'un collège à trois vitesses, en classant les élèves en fonction de leurs résultats aux évaluations standardisées. Pire, pour les élèves jugés les plus faibles, le renforcement des « fondamentaux » en maths et français se fera à la place des heures des matières artistiques, de l'histoire, des sciences... Dès leur entrée au collège, une partie des élèves risque donc d'être

enfermée dans un cursus « au rabais », qui en plus d'être particulièrement rébarbatif, va limiter leurs possibilités de poursuites d'études. Ce tri social s'amorcera dès l'école primaire où la standardisation des apprentissages via des méthodes uniques et des manuels imposés, le pilotage par les résultats aux évaluations, qui se déploie à presque tous les niveaux.

Renforcement de la concurrence entre élèves

Cette approche taylorienne de l'éducation transforme les

profEs en exécutantEs et ne peut qu'ouvrir la voie à une révision de leur temps de travail : moins de travail de conception et de réflexion, plus de présence en établissement. Cette dynamique entravera l'interaction pédagogique entre profEs et élèves et pénalisera en premier lieu les enfants les moins conniventEs avec l'école. Elle justifiera a posteriori les groupes de niveau, qui reposeront de fait sur la docilité des élèves face à des activités en perte de sens dans une école mise au pas.

L'ambition feinte par le ministre est la réduction des inégalités. En réalité, toutes les études sur le sujet démontrent en effet que les méthodes préconisées profitent exclusivement aux élèves les plus performantEs, quand les plus en difficulté sont plombéEs par l'effet stigmatisant et l'impossibilité de profiter de la coopération avec des élèves plus en réussite. De plus, ils renforcent la concurrence et angoissent touTEs les élèves.

Le ministre prétend avoir « la science et le bon sens comme boussole » mais s'appuie exclusivement sur des considérations à l'emporte-pièce qui relèvent du café de commerce et tournent le dos à la complexité des sciences de l'éducation.

Plus que jamais, dans l'Éducation nationale, il faudra mener une bataille idéologique pour défendre une école commune, y compris contre une partie de nos collègues gagnés par le découragement ou les idées réactionnaires. Cela passe par remettre en avant la seule perspective permettant de faire face aux difficultés scolaires : le recrutement massif de personnels, la baisse de leur temps de présence pour pouvoir travailler mieux, la baisse les effectifs d'élèves dans les classes et établissements.

Commission éducation nationale

SÉCURITÉ SOCIALE

Loi de financement : notre santé en danger !

Le gouvernement a fait passer en force sa loi de financement de la Sécurité sociale avec un vingtième 49.3. Le Tour de France pour la santé et cinquante organisations dénoncent « un budget de la santé en régression ».

« L'Insee annonce une inflation à 4,9 %, le budget de la Sécurité sociale une hausse de seulement 3,2 %. L'étranglement financier de la santé s'aggrave », alors que « 6 millions de personnes sont privées de médecins traitants, que des urgentistes alertent sur les 1500 décès supplémentaires dans les urgences saturées, que les postes vacants d'infirmierEs à l'hôpital passent de 7500 à plus de 60 000 entre 2020 et aujourd'hui, que les personnelEs fuient un hôpital qui n'a plus les moyens de soigner, que les prix des médicaments ont explosé de 24 à 32 milliards d'euros depuis 2017 ». Avec plus de 75 étapes, le Tour de France a fait converger de nombreuses équipes syndicales, associatives, mutualistes, féministes et politiques. Cela ne suffit pas à bloquer la casse de la santé, mais constitue un cadre unitaire large de résistance qui a envie de continuer. Les pistes de mobilisation sont aussi nombreuses que les attaques !

Des revendications et des luttes

Un 100 % Sécu pour tous et toutes, quel que soit le statut, contre l'attaque de l'AME des sans-papiers et la hausse prévisible des compléments santé de 8 à 12,5 %, organisée

par le gouvernement avec la baisse des prises en charge de la sécu, comme ces 500 millions d'euros de soins dentaires transférés aux mutuelles, qui aggravent les inégalités sociales de santé. La mobilisation contre un doublement attendu des franchises médicales, que Le Maire a défendu le jour même du passage de la loi Sécu. Le refus des attaques contre les arrêts de travail, alors que les pressions s'accroissent sur les médecins prescripteurs, que les indemnités journalières peuvent être suspendues sur simple contre-visite d'un médecin mandaté et payé par l'employeur. La défense d'une psychiatrie humaniste, des hôpitaux et maternités de proximité, le refus d'un projet d'hôpital grand-nord parisien qui ferme encore des lits.

Et bien sûr pour soutenir les luttes des personnels contre les sous-effectifs. La grève des urgences de Brest ou de Quimper, la grève au CHRU pédiatrique Clocheville à Tours, depuis plus de deux mois, rejointe par la chirurgie digestive ou la cardiologie, la grève de la réanimation à l'hôpital Tenon à Paris contre le sous-effectif chronique, qui vient de gagner six postes infirmiers et un poste de logisticien, sans parler de la défense de Caroline Bremaud, cheffe des urgences de

Laval, démise de ses fonctions par l'ARS, punie pour avoir dénoncé l'effondrement de l'hôpital public.

Draguer la droite et l'extrême droite nuit gravement à la santé !

Même si cela doit aggraver la crise de la santé, la politique d'immigration jetable s'attaque à l'AME (Aide médicale d'État) et aux praticiens hospitaliers à diplôme hors Union européenne (PADHUE). Au 31 décembre, plusieurs milliers de PADHUE risquent de perdre leur statut, mettant en danger les hôpitaux que ces médecins font tourner depuis des années. Contre la précarisation, la diminution des revenus, les inquiétudes sur les titres de séjour, ils ont fait grève le 29 novembre. L'AME a été rétablie par la commission des lois de l'Assemblée, contre la volonté du Sénat de la supprimer. Mais le gouvernement ouvre la porte aux pires négociations avec la droite et l'extrême droite avec le rapport Stefanini-Évin, qui offre des pistes à un nouveau tour de vis : contrôles accrus, avis préalable du médecin conseil pour la prise en charge de certaines pathologies chroniques... Personnel et usagerEs, tous ensemble pour le droit à la santé !

Commission santé sécu social

FORUMS ANTICAPITALISTES Le 16 décembre, les discussions pour une alternative continuent

Après le premier forum national « Organisons-nous pour construire l'alternative » début juillet, une nouvelle réunion a lieu ce samedi à Paris autour de la perspective de construction d'une « nouvelle force politique démocratique, révolutionnaire et pluraliste, pour la justice, l'égalité, les droits, les libertés et la démocratie ».

Impulsé par le NPA, Rejoignons-nous et Ensemble!, ce processus avait commencé à se matérialiser le dimanche 2 juillet dernier à la Bellevilloise à Paris en réunissant 200 militantEs, principalement issuEs des forces appelantes mais aussi des mouvements sociaux et d'autres organisations politiques. Cette première étape publique avait permis d'avoir les premiers échanges sur les contours de ce que doit être une orientation véritablement anticapitaliste — ce qui signifie de répondre aussi aux défis écologistes, féministes, antiracistes ou internationalistes — et de l'outil pour la porter. Une contribution modeste mais réelle à la nécessaire construction d'une force politique, dont le contenant (forme partisane, mouvement...) est aussi en discussion.

De la nécessité à la possibilité

Alors que la guerre fait rage dans plusieurs coins de la planète, en Europe comme au Proche-Orient, et qu'ici l'extrême droite se voit dérouler un tapis rouge macroniste en direction du pouvoir, l'urgence de construire une autre société, « débarrassée de l'exploitation, des oppressions, du productivisme » (texte d'appel de juin dernier) est d'autant plus d'actualité que, dans le rapport de forces avec les classes dirigeantes, l'acte de décès de la Nupes est à la fois un mauvais signal pour notre camp social mais aussi l'occasion de reprendre les discussions sur ce que doit être une gauche de combat.

De tout cela, nous discuterons toute la journée de samedi, soit en plénière, soit en petits groupes. Quelles interventions, initiatives et campagnes politiques construire ensemble pour intervenir dans la situation ? Quelles perspectives pour la gauche, quels nouveaux outils et quelle nouvelle force politique voulons-nous construire ? Quelles suites pour le processus ? Ce sont les grandes questions qui structureront les échanges de la journée.

Comme le dit le texte d'invitation, l'enjeu de la journée reste d'« engager un processus de construction d'une nouvelle organisation politique » sans griller les étapes, sans auto-proclamation, mais en posant les termes de l'équation, ce qui nécessite que tout le monde y prenne et trouve sa place. Rendez-vous samedi !
Manu Bichindaritz

FORUM NATIONAL
« ON CONSTRUIT L'ALTERNATIVE » #2
SAMEDI 16 DÉCEMBRE
À PARTIR DE 9 H 30
AGECA, 177 rue de Charonne, 75011 Paris
Texte d'invitation au samedi 16 décembre :
<https://www.forumalternative.org/le-16-decembre-on-construit-lalternative>

Librairie La Brèche

Événements militants, achats personnels ou cadeaux

► la librairie La Brèche, 27, rue Taine, Paris 12^e, M^o Daumesnil

★ **la-breche.com**

01 49 28 52 44 ► contact@la-breche.com

SOUSCRIPTION Pour aider à construire le rapport de forces, des dons !

Quelque part entre la finance, la politique et la révolution, revenons très rapidement sur la fameuse affaire des « emprunts russes ». Un exemple d'annulation de la dette qui montre la nécessité d'un rapport de forces... et d'un parti utile à sa construction.

Durant tout le 19^e siècle et jusqu'à la veille de la Révolution d'Octobre, l'empire tsariste a émis de nombreux emprunts sur différentes places européennes. Mais avant les années 1880, la capacité de remboursement de l'État russe est plus que douteuse, tout comme l'utilisation des fonds essentiellement destinés aux conquêtes. Résultat, sa dette est la plus élevée d'Europe en 1886, et son budget le seul à ne pas être voté par un parlement élu.

Dette russe, profits massifs des banques et perte

Une nouvelle phase s'ouvre ensuite avec des emprunts de plus en plus massifs mais mieux orientés vers la modernisation de l'économie du pays. Dans ce cadre, la France mène une politique volontariste pendant plusieurs décennies dans le cadre d'un projet d'alliance stratégique et se retrouve le pays le plus exposé. Des sommes fara-mineuses sont investies et les banques font des profits massifs sur les emprunts russes.

Quand soudain... patatras ! Le 29 décembre 1917, le pouvoir révolutionnaire publie un décret répudiant toutes les dettes du défunt empire russe. Une saine décision frappée au coin du bon sens. Depuis quand notre camp



social devrait-il être redevable des dettes contractées par des filous au profit d'autres filous et pour nous exploiter ? Les fameuses dettes « souveraines » ne sont telles que si le souverain en a décidé ainsi. Et ici, le souverain, c'est la classe des travailleurEs, pas le créancier capitaliste.

Une bataille d'un siècle

Cependant, les cours de ces emprunts ne chutent pas tout de suite car les créanciers espèrent un retour à la normale à court ou moyen terme. Après tout, la vic-

toire des Rouges n'est pas garantie et d'autres pays pourraient être saignés à sa place dans le grand chambardement suivant la Première Guerre mondiale. Pourtant, une fois le pouvoir soviétique installé, cette affaire très symbolique de créances détenues par les vieilles puissances capitalistes sur la « patrie du socialisme » ne trouvera une résolution en trompe-l'œil qu'en 1997. L'accord franco-russe alors signé ne sera jamais vraiment mis en œuvre et celui-ci devait d'ailleurs plus profiter à l'État français qu'aux porteurs eux-mêmes. Ces derniers, dont

on estime le nombre à environ 300000, continueront de se battre sans succès en se rassemblant en associations. Finalement, les emprunts russes ont officiellement disparu de la bourse parisienne en 2007, et la Cour de cassation a considéré la justice française incompétente en 2019.

Qui est le souverain ?

La répudiation populaire d'une dette souveraine nécessite un rapport de forces social d'une extrême puissance. Il s'agit là d'un des leviers fondamentaux du pouvoir de classe au niveau national et international. Notre camp social devra pour cela prendre le pouvoir. La crise en Grèce en 2015 l'a bien montré, jusque dans l'échec. Redisons-le, contre toute la superstition dont peuvent se nourrir « la finance » et l'État : une dette n'est pas « souveraine » au sens où l'État émetteur ou ses créanciers seraient tout-puissants. Elle est souveraine parce qu'il est toujours possible de prendre la décision politique de l'annuler !

Investir dans le NPA

Pour sa part, et à sa modeste échelle, le NPA fait partie des investissements sûrs. Les dons que vous lui versez participent à l'organisation et au soutien des luttes de notre camp social. Ils vont à l'élaboration et à la mise en pratique collective d'un programme le plus juste possible pour notre classe.

Commission financière du NPA

À LA BASE Rencontre nationale des comités, une franche réussite !

En théorie annuelle, la Rencontre nationale des comités (RNC) n'avait plus été organisée depuis 2013 pour des raisons aussi bien externes que liées à l'état de crise permanente du NPA. Après la scission, elle a été vue comme l'occasion de reconstruire notre parti par la base, à partir des expériences concrètes des comités.

Avec environ 90 camarades (dont 58 % de femmes) venuEs d'une trentaine de comités, nous pouvons dire que cette échéance des 9 et 10 décembre a été réussie. Dans une ambiance toujours bienveillante, les débats et ateliers se sont enchaînés.

Internationalisme, auto-organisation et démocratie interne

Il fallait être bien réveillé le samedi matin pour des débats de fond. D'abord, il s'est agi d'interroger notre activité internationaliste, notre élaboration sur ces thématiques, les liens du NPA avec la 4^e Internationale... Dans la foulée, nous avons abordé la question des élections, non par la petite lorgnette des alliances, mais dans le cadre d'une réflexion stratégique générale sur la prise du pouvoir de notre classe, appuyée sur l'auto-organisation. Un repas partagé autour de spécialités régionales, et l'après-midi reprend avec quatre ateliers. Quel fonctionnement pour

construire des comités militants, inclusifs, et démocratiques ? Quelles interactions entre direction et comités, comment assurer la libre discussion sans retomber dans le front de fractions ? Comment féminiser ce parti, faire émerger des dirigeantes et des candidates ? Comment assurer la formation de touTEs les camarades ? Beaucoup de questions mais surtout l'envie de trouver des réponses ensemble.

Lieux de travail, quartiers populaires, extrême droite et écosocialisme

Un café, et c'est reparti avec les débats sur l'intervention. Les camarades de Louviers ont présenté le projet de « campagne gratuite », mobilisation concrète contre la marchandisation du monde. Dans l'atelier « lieux de travail », nous nous sommes interrogéEs sur l'évolution du salariat et avons débattu sur la manière de reconstruire notre implantation dans les entreprises. Un autre groupe a discuté des interventions dans les quar-

tiers populaires quelques mois après les révoltes qui ont suivi le meurtre de Nahel. Enfin, dans la grande salle, c'était la question de l'extrême droite, à partir des réalités locales, différentes entre Lyon et des départements ruraux comme le Cher.

Une courte nuit de sommeil, et voici les trois derniers ateliers. Les JA (Jeunesses anticapitalistes) ont fait le point sur leur (re)construction et la mobilisation en soutien au peuple palestinien dans les facs. La CNE (Commission nationale écologie) a rappelé l'urgence du combat écosocialiste face aux grands projets inutiles et imposés et au pseudo-capitalisme vert. Enfin, l'atelier « Antiracisme et islamophobie » a permis de discuter de l'offensive islamophobe en cours, de l'articulation entre les racismes mais également des attaques contre les migrantEs. Cette première RNC a ainsi lancé le chantier de reconstruction, de refondation de notre parti comme outil militant et comme intellectuel collectif. Dans cette lourde

situation politique, elle a été un vrai bol d'air frais, enthousiasmante tout du long. Ce n'est qu'un début, continuons les débats !
Sally Brina

Sur le site

DOCUMENTAIRE
Le Balai libéré,
de Coline Grando,
par Cyrielle L. A.

CINÉMA *Avant que les flammes ne s'éteignent,*
de Mehdi Fikri,
par Philippe Poutou

MEETING DU NPA
Palestine libre !
Contre tous les racismes !

JEUNESSES ANTICAPITALISTES
Briser le silence,
construire la solidarité féministe

SANS-PAPIERS « Il faut rejeter la loi Asile et immigration : elle n'est pas amendable »

Entretien. En réponse à la loi Asile et immigration en discussion à l'Assemblée nationale, **Anzoumane Sissoko**, militant historique de la coordination des sans-papiers 75 (CSP75), s'exprime sur les luttes actuelles.

Quand est née la Coordination des sans-papiers (CSP) 75 ?

Après la mobilisation de Saint-Bernard en 1996, on a créé la coordination 75 des sans-papiers. Les grandes actions que nous avons menées, c'est notamment la Marche Paris-Nice, le Forum social mondial de Dakar, la Marche européenne, sans oublier les 28 mois d'occupation de la Bourse du travail et de l'ancienne CPAM de la rue Baudelique. Les grandes actions paient toujours car elles donnent de la visibilité à la lutte et une notoriété au mouvement.

À la CSP75 on fonctionne comme une démocratie de terrain, c'est-à-dire qu'il n'y a pas de chefs, et que ceux qui sont là sont ceux qui décident. La longévité de la lutte n'est pas mise en péril par les régularisations et les départs des responsables. Mais ça marche aussi parce qu'on est autonome. On n'est pas lié à des structures particulières, association ou autre.

Comment marche la CSP 75 ?

Je pense que l'idéologie de la lutte des sans-papiers est basée sur l'autonomie. L'autonomie qu'on a mise en place depuis 22 ans a permis de continuer la lutte malgré les hauts et les bas et les renouvellements. Mais il y a un noyau d'anciens qui sont restés pour faire le lien avec les nouveaux. Les plus actifs sont autour de 4 ou 5 personnes jusqu'à une vingtaine.

Le collectif du 19^e arrondissement compte 4 à 5 000 inscritEs, pareil dans le 11^e et le 18^e. Sur l'ensemble, il faut compter 1 000 personnes actives à la CSP75, qui communiquent et se relaient les informations quotidiennes sur les réseaux. On se rassemble toutes les semaines sur la place de la République dans le 11^e. Dans les moments difficiles, on n'était pas plus d'une cinquantaine. Au plus fort de la lutte en 2008 et 2010, les mercredis et vendredis, on était au moins 3 000.

Aujourd'hui quels sont vos objectifs ?

Pour moi, la lutte d'aujourd'hui s'articule sur les JO et le Grand Paris. C'est une réponse à la loi Asile et immigration. Il faut rejeter cette loi : elle n'est pas amendable. Les JO et le Grand Paris c'est tout de suite, c'est dans six mois. C'est maintenant qu'il faut se battre pour que les gens soient régularisés. Raison pour laquelle la CSP75 a soutenu les grévistes de l'Arena : une soixantaine de personnes qui travaillent pour trois sous-traitants de Bouygues. L'Arena est un chantier qui doit être livré rapidement. Il y a d'autres



Anzoumane Sissoko, lors du meeting du NPA à Paris le 5 décembre dernier. NPA

On va créer encore un autre modèle de sans-papiers qui ne seront ni régularisables ni expulsables

chantiers près de la porte de La Chapelle qui concernent les JO et le Grand Paris où on réfléchit à la manière d'y mener des actions. Et toutes ces actions sont aussi en réponse à la loi Asile et immigration.

Pourquoi faut-il rejeter la loi Darmanin ?

Aujourd'hui, on soumet la régularisation à des tests de connaissance de langue française et il faut obtenir le niveau A2, qui est l'équivalent du brevet, pire même car l'examen est en ligne et il faut maîtriser l'outil informatique. L'enjeu de l'intégration, ce n'est pas l'enjeu de la langue. L'intégration, c'est quand la personne n'a pas de problèmes avec les autorités du pays et qu'elle travaille. On risque de ne pas être renouvelé si le métier n'est plus en tension. La préfecture peut décider de ne pas accorder le titre de séjour et les personnes se retrouvent à nouveau sans papiers. Même quand elles sont régularisées depuis vingt ou trente ans. C'est une loi qui plonge les personnes dans une précarité constante. Alors que la circulaire Valls permet de régulariser les gens qui travaillent dans les métiers en tension, mais tu es libre d'exercer un autre métier au bout de deux ans de renouvellement du titre de séjour.

Sans parler des autres lois qu'ils veulent créer pour les jeunes de 16 à 18 ans, qui ont fait de la prison pendant six mois ou plus. Ils veulent refuser la nationalité aux jeunes nés ici, qui ont grandi ici. Mais comme aucun pays au monde ne voudra les accepter, on va créer encore un autre modèle de sans-papiers qui ne seront ni régularisables ni expulsables. La loi va diviser les Français, parce que ces personnes qui

sont nées en France, même si elles sont de parents étrangers, sont nées ici. Ils et elles ont des frères et des sœurs françaisEs et, quel que soit le délit, ils et elles doivent rester en France. Je n'ai jamais vu ça depuis 1974, j'attends de voir comment ça va évoluer à l'Assemblée, mais le mal est déjà fait. Avec le NPA et tous ceux qui sont à la Bourse¹, on doit s'organiser et dénoncer cette politique.

Il y a le projet de loi mais aussi toute la propagande anti-migrantEs déversée à cette occasion, qu'en penses-tu ?

Si on prend le cas des allocations familiales : je suis arrivé en France il y a trente ans, depuis cette période-là on ne peut pas toucher les allocations sans être en situation régulière. Mais ce n'est pas ça qu'on entend à la télé, qui donne l'impression qu'en arrivant en France on obtient tout. Ce qui est totalement faux ! Pour toucher les allocations sociales, le RSA ou l'allocation adulte handicapé, il faut déjà être en situation régulière depuis cinq ans, ce qui n'est possible qu'après cinq renouvellements d'un an. Et il faut avoir obtenu sa carte de résident pour les cinq ans à venir. La carte de résident ne peut être demandée qu'au bout de trois renouvellements et elle est acceptée sous condition d'avoir un emploi, de gagner au minimum le SMIC et d'habiter chez soi et pas chez un tiers.

Il n'y a que le chômage qu'un migrant primorégularisé peut toucher. Mais un sans-papier qui travaille ne peut pas toucher le chômage, ce n'est pas possible. Pôle emploi demande la carte d'identité pour ouvrir des droits. Donc même si tu travailles depuis dix ans, tu n'as le droit à rien.

Et tout le monde parle de l'AME (Aide médicale d'État) aujourd'hui. La plupart des gens dont on parle sont des gens qui cotisent à la Sécurité sociale car ils et elles travaillent. Quand tu travailles, évidemment que

tu cotises à la Sécurité sociale, mais tu te soignes avec l'AME car tu n'as pas de carte de Sécurité sociale. Tout ça, c'est un faux débat, une étude a été menée en 2021 : sur 600 000 personnes qui ont l'AME, ils comptaient 38 fraudes, soit 0,006 %.

En conclusion, c'est une loi vraiment raciste. C'est une loi anti-NoirEs. C'est une loi anti-Arabs. Donc il faut que ce soit clair. Aujourd'hui beaucoup d'UkrainienEs qui sont en France, ce n'est pas un problème. Mais s'il y a quatre NoirEs ou quatre Arabes seulement, c'est la subversion, c'est l'immigration non contrôlée, c'est un appel d'air !

Propos recueillis par la Commission nationale immigration et antiracisme

1 - L'assemblée générale de la Marche des solidarités se réunit tous les lundis à 19h à la Bourse du Travail de Paris.



Suis-nous

<https://linktr.ee/lanticapitaliste>

lanticapitaliste.org
NPA.Lanticapitaliste
l_anticapitaliste
Lanticapitalis1
anticapitaliste.presse
lanticapitaliste



Retrouve-nous

Sur notre chaîne YouTube L'Anticapitaliste, le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois, l'Anticapitaliste la revue

Le n°151 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **l'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois **l'Anticapitaliste** chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : redaction@npa2009.org

Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à : diffusion.presse@npa2009.org

L'image de la semaine

